



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 27 février 2025

ZOOM : COLOMBIE - BAISSÉ DES ÉCHANGES BILATÉRAUX AVEC LA FRANCE EN 2024. 2

Bolivie 3

La croissance est la plus faible en 14 ans. 3

Les réserves internationales auraient augmenté de plus de 220 M\$, selon la Banque centrale. 3

Colombie 3

Les IDE baissent en janvier, alors que JP Morgan qualifie la Colombie de destination non propice aux investissements. 3

Evolution positive de la confiance des entreprises et des industriels colombiens en janvier 2025. 3

Prévision d'une très légère baisse du déficit du Fepc en 2025. 4

La baisse du crédit traditionnel contraste avec la croissance du microcrédit. 4

Equateur 4

Le gouvernement présente ses nouveaux plans d'investissements pour les secteurs électrique et minier à horizon 2030. 4

Nouvelle route maritime vers la Chine récemment inaugurée. 5

Guyana 5

ExxonMobil continue d'investir massivement dans l'exploitation pétrolière au large du pays. 5

Inauguration de la chambre de commerce Mexique-Guyana. 5

Pérou 6

Le ministère de l'Economie prévoit une croissance du PIB de 4 % pour 2025. 6

Le ministère des Transports et des Communications encourage la mise en œuvre de sept initiatives ferroviaires majeures. 6

Suriname 6

Suspension de l'examen de l'accord avec Chinalco. 6

Venezuela 7

D. Trump revient sur la licence générale accordée à Chevron. 7

Zoom : Colombie - Baisse des échanges bilatéraux avec la France en 2024.

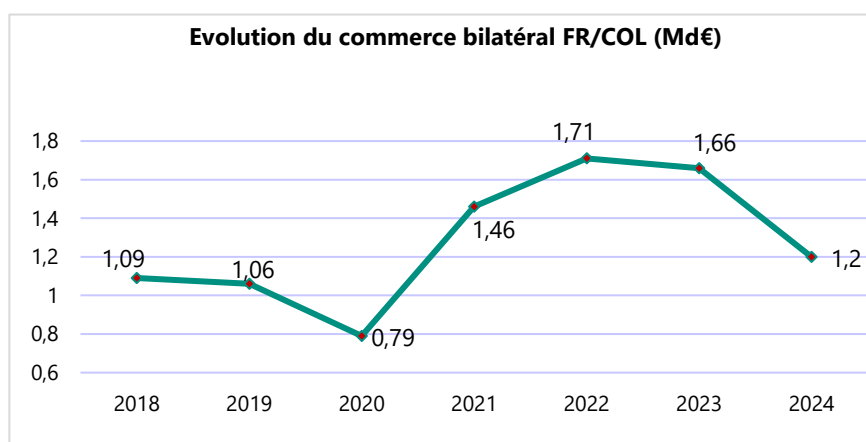
En 2024, les échanges commerciaux entre la France et la Colombie ont atteint 1,2 Md€, en baisse de -28 % par rapport à 2023, avec un recul marqué tant des exportations françaises (-31 %) que des importations en provenance de Colombie (-22 %).

Les exportations françaises vers la Colombie se sont établies à 744,6 M€, enregistrant une baisse de -31 % par rapport à l'année précédente. Cette diminution est largement due à la baisse du secteur des matériels de transport (-60 %), passant de 521 M€ en 2023 à 209 M€ en 2024. L'aéronautique représente 88 % de ces ventes. Le secteur des produits agricoles a également chuté de -42 % (de 59 M€ à 34 M€), et les équipements mécaniques ont reculé de -23 % (de 124 M€ à 96 M€), en lien avec le ralentissement industriel en Colombie (-2,3 % en 2024). Toutefois, certains secteurs ont progressé, notamment les produits pharmaceutiques (+17 %, de 95 M€ à 111 M€) et les industries agroalimentaires (+57 %, de 46 M€ à 72 M€).

Les importations françaises de produits colombiens ont atteint 459 M€, enregistrant une baisse de -22 % après plusieurs années de croissance continue. Ce recul est principalement lié à la chute des importations d'hydrocarbures (-55 %, passant de 205 M€ à 93 M€), notamment du charbon (-47 %). En revanche, les importations agricoles sont restées stables (223 M€), représentant près de la moitié des importations françaises en provenance de Colombie.

Le solde commercial entre les deux pays reste excédentaire pour la France, à hauteur de 285,6 M€, mais il s'est fortement contracté (-41 %). Les perspectives restent néanmoins positives pour 2025, alors que la croissance attendue de l'industrie manufacturière et de la demande en équipements industriels pourrait favoriser les exportations françaises.

La Colombie reste le 4^{ème} partenaire commercial de la France dans la région Amérique latine et Caraïbes (après le Brésil, le Mexique et le Chili) ; et devient son 69^{ème} partenaire commercial mondial (elle était le 65^{ème} en 2022 et en 2023). La France est le 17^{ème} partenaire commercial mondial de la Colombie, et son 5^{ème} partenaire commercial européen depuis 2024 (elle était le 4^{ème} entre 2020 et 2024).



Bolivie

La croissance est la plus faible en 14 ans.

Selon les données publiées par l'Institut National de Statistiques (INE), **la Bolivie aurait enregistré une croissance cumulée de 2,1 % au troisième trimestre de 2024.** Ce résultat est le plus faible des 14 dernières années (à l'exception de l'année pandémique de 2020). L'économiste Dario Monasterio signale que le pays entre dans une phase de récession.

Le ministre de l'Économie et des Finances publiques, Marcelo Montenegro, a affirmé que cette croissance plus modérée est due à des facteurs climatiques et au blocus résultant de conflits sociaux internes.

Les réserves internationales auraient augmenté de plus de 220 M\$, selon la Banque centrale.

Selon Edwin Rojas, président de la banque centrale (BCB), **les réserves internationales nettes (RIN) de la Bolivie auraient augmenté de plus de 220 M\$ au cours des deux premiers mois de 2025,** atteignant un niveau permettant selon lui de stabiliser l'économie et la balance des paiements. En janvier, Edwin Rojas avait déjà fait état d'une augmentation favorable des RIN, qui seraient passées de 1,70 Md\$ en décembre 2023 à 1,98 Md\$ en décembre 2024. Cette tendance positive pourrait se renforcer avec l'approbation de crédits externes de plus de 1,6 Md\$ actuellement bloqués à l'Assemblée législative. Le président de la BCB a rappelé que les RIN, qui comprennent des actifs tels que l'or, les droits de tirage spéciaux et les devises, sont essentielles pour garantir les paiements internationaux et assurer le service de la dette extérieure. Selon les données de la BCB, en décembre 2024, les RIN étaient composées de 1,89 Md\$ d'or, de 46,8 M\$ de devises, de 34,1 M\$ de positions de réserves au FMI, et de 6,4 M\$ en avoirs en DTS.

Colombie

Les IDE baissent en janvier, alors que JP Morgan qualifie la Colombie de destination non propice aux investissements.

En janvier 2025, les IDE (investissements directs étrangers) en Colombie se sont élevés à 883 M\$, enregistrant une baisse de -32 % par rapport à janvier 2024. Cette chute s'inscrit dans une tendance à la baisse des investissements étrangers vers la Colombie, alors que les IDE ont atteint les 10,8 Md\$ en 2024, en baisse de -17,6 % par rapport à 2023.

Dans le même temps, **JP Morgan a récemment publié un rapport dans lequel elle soutient que le contexte n'est pas favorable à des investissements en Colombie,** excluant le pays de sa stratégie d'investissement. La banque justifie cette position par le fait que le taux d'intérêt directeur colombien est un des plus élevés de la région (9,5 %), que le déficit budgétaire du pays exerce des pressions sur les conditions financières internes, et que la réforme des retraites pourrait avoir des conséquences négatives sur le secteur privé. Face à ces remarques, Diego Guevara, ministre des Finances, a soutenu que la Colombie restait une destination propice aux investissements. Il a défendu la stabilité de l'économie et du taux de change, a évoqué une prévision de croissance de 2,6 % en 2025 (de 0,1 p.p. supérieure à la prévision de BBVA) et assuré que des mesures étaient prises pour traiter le problème budgétaire.

Evolution positive de la confiance des entreprises et des industriels colombiens en janvier 2025.

Ce mois-ci, **l'Indice de Confiance Commerciale (ICCO, mesure la confiance des entreprises du commerce) a atteint 21,6 %, en hausse de 1 p.p. par rapport au mois précédent.** Cette amélioration s'explique

principalement par une augmentation de 10,6 p.p. des prévisions concernant la situation économique pour le semestre à venir. Par rapport à janvier 2024, l'ICCO a enregistré une hausse de 7,1 p.p. **L'Indice de Confiance Industrielle (ICI) s'est quant à lui établi à 2 % en janvier 2025, enregistrant une hausse de 2,2 p.p. par rapport à décembre 2024** (où il s'établissait à -0,2 %). Cela est notamment dû à une augmentation de 15,3 p.p. des anticipations de production pour le trimestre à venir. Comparé à janvier 2024, l'ICI a progressé de 1,8 p.p. (0,2 % en janvier 2024).

Cette progression pourrait s'expliquer par la hausse de la consommation en 2024 (+1,2 %) – notamment la consommation des ménages (+1,6 %), permise par une augmentation des salaires (+3,8 % en termes réels) – ainsi que par le dynamisme de l'investissement (hausse de +10,5 % de la formation brute de capital fixe en 2024, notamment orientée vers les infrastructures à +9,4 % et les machines et équipements à +1,8 %). Selon la BBVA, **une croissance de 2,5 % est prévue pour 2025** ([voir nos précédentes brèves](#)).

Prévision d'une très légère baisse du déficit du Fepc en 2025.

Le Fepc, ou Fonds de stabilisation des prix des combustibles, a été créé en 2007 afin d'atténuer l'impact des fluctuations des prix internationaux du diesel et de l'essence. Le fonds stabilise les prix locaux, en subventionnant les combustibles lorsque les prix internationaux sont élevés, et en accumulant des excédents lorsqu'ils sont plus bas (ce qui est rare). **Son déficit, qui a commencé à se former il y a plusieurs années, s'est progressivement creusé pour atteindre 8,9 Md\$ en 2022.** La suppression progressive de la subvention sur l'essence décidée par le Ministre des Finances J. A. Ocampo en 2022 et poursuivie par son successeur R. Bonilla a permis de faire baisser le coût de ces subventions sur le budget de l'État. Ainsi, il a atteint 3,7 Md\$ en 2023 et 2,6 Md\$ en 2024.

Le gouvernement prévoit un déficit de 2,5 Md\$ pour 2025, démontrant une très légère baisse. Cette prévision confirme le maintien de la subvention au diesel en 2025.

La baisse du crédit traditionnel contraste avec la croissance du microcrédit.

En 2024, les résultats des services financiers en Colombie ont été contrastés. D'un côté, **les bénéficiés des institutions financières colombiennes ont baissé de -8 % en termes réels, et le solde brut du portefeuille de crédits a connu une baisse réelle de -1,5 %** (un portefeuille de 172 Md\$), enregistrant en décembre une baisse pour le 21^{ème} mois consécutif. Le taux de pénétration du crédit (portefeuille du crédit par rapport au PIB) a également légèrement baissé, de 43,5 % en 2023 à 42,9 % en 2024. Dans le même temps, **le microcrédit a enregistré une hausse pour le 46^{ème} mois consécutif, avec une augmentation annuelle de 3,1 % en 2024.** Cette année, les nouveaux microcrédits ont représenté 3,6 Md\$, le portefeuille s'élevant à 5,3 Md\$ en décembre, permettant de financer 2,6 M de microentrepreneurs.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	6,8%	31,6%	1640
Change USD/COP	1,0%	5,0%	4119
Change EUR/COP	0,4%	2,0%	4288
Prix du baril (Brent, USD)	-4,5%	-12,5%	72,66

Equateur

Le gouvernement présente ses nouveaux plans d'investissements pour les secteurs électrique et minier à horizon 2030.

Plusieurs projets hydroélectriques équivalents à 5 700 MW et requérant des investissements de l'ordre de 7 Md\$ ont été dévoilés. Les énergies éoliennes représenteront une part

importante dans le nouveau mix énergétique du pays, avec 5 nouveaux projets (310 MW – 430 M\$). Par ailleurs, neuf projets photovoltaïques devraient être développés (1 600 MW – 1,1 Md\$). Enfin, trois projets géothermiques qui apporteront 360 MW ont été présentés. Le plan vise également à développer le secteur minier avec des prévisions d'exportations de produits miniers atteignant 4 Md\$ en 2030 (contre moins de 1 Md\$ actuellement).

Nouvelle route maritime vers la Chine récemment inaugurée.

Cette nouvelle route de transport de marchandises relie le port de Guayaquil à Shanghai. Le trajet prévoit une escale dans le port péruvien de Chancay – inauguré il y a peu – et rejoindra la Chine en 27 jours (contre 35 jours actuellement). Cette liaison sera opérée par la société *Cosco Shipping Lines* et aura une fréquence hebdomadaire. Les secteurs de la banane et de la crevette seront les principaux bénéficiaires de cette nouvelle route avec la perspective de doubler les exportations de ces produits vers la Chine, dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de libre-échange entre l'Équateur et la Chine en vigueur depuis 2024.

Guyana

ExxonMobil continue d'investir massivement dans l'exploitation pétrolière au large du pays.

L'entreprise étatsunienne est la principale opératrice du *Stabroek Block*, vaste bloc pétrolier *offshore* situé au large du pays. Elle poursuit ses investissements dans cette zone d'exploitation notamment avec **le projet Hammerhead – dont la production devrait débuter en 2029, visant une capacité de 180 000 b/j de pétrole et jusqu'à 95 millions de pieds cubes de gaz naturel par jour.**

ExxonMobil prévoit de transporter le gaz de ce projet vers la côte guyanienne via un pipeline de 13 kilomètres dans le cadre du projet *Gas-to-Energy*. De plus, l'entreprise a également proposé la construction d'un nouveau *pipeline* pour transporter le gaz vers la région guyanienne du Berbice.

Parallèlement à cela, **le 4^{ème} FPSO** (navire flottant de production, de stockage et de déchargement pétrolier) **du Guyana a récemment quitté Singapour pour se diriger vers le pays**, où il sera employé pour le projet pétrolier *Yellowtail*, également au sein du bloc *Stabroek*. Il a été conçu par l'entreprise *SBM Offshore*, dans le but de produire jusqu'à 250 000 barils de pétrole par jour, ce qui porterait la production quotidienne totale du pays à environ 900 000 barils. Son arrivée et son installation sont prévues pour juin 2025. **ExxonMobil prévoit d'augmenter la production quotidienne à 1,3 Mbj d'ici 2030 grâce à l'ajout de plusieurs autres FPSO.**

Inauguration de la chambre de commerce Mexique-Guyana.

La Chambre de commerce Mexique-Guyana a été officiellement inaugurée lors de la Guyana Energy Conference & Supply Chain Expo 2025. La nouvelle structure permettra de favoriser les collaborations commerciales entre les deux pays, avec une emphase sur l'énergie, les infrastructures, l'agriculture et le secteur industriel. Le président de la Chambre, Ricardo Magana, a souligné l'intérêt des entrepreneurs mexicains pour le secteur industriel émergent du Guyana. En effet, des fabricants mexicains envisagent d'établir des usines au Guyana, attirés par la perspective d'une alimentation électrique stable grâce au projet Gas-to-Energy (GTE) du pays. Il a noté que le Guyana, riche en ressources naturelles, manque encore d'infrastructures pour soutenir la fabrication locale. De plus, la position du Guyana en fait une base attrayante pour accéder au marché de la

CARICOM (communauté de pays des Caraïbes).

Pérou

Le ministère de l'Economie prévoit une croissance du PIB de 4 % pour 2025.

Le ministre de l'Economie et de Finances, José Salardi, a précisé que ce chiffre était conforme à ce qui avait été discuté avec d'importants syndicats, des membres du Congrès et d'autres représentants économiques. **Cela placerait le Pérou sur le podium des pays d'Amérique latine en termes de croissance économique pour 2025.** Il a également expliqué que l'ajustement à la hausse de la projection du PIB répond à un contexte favorable, porté par les prix élevés des métaux, un plus grand dynamisme de l'investissement public et privé, ainsi que le contrôle de l'inflation et la réduction du déficit budgétaire, qui devrait se clôturer à 2,2 % fin 2025. Pour l'ancien ministre de l'Economie, Pedro Francke, la prévision de croissance à 4 % diffère de celle de la banque centrale (BCRP) et des analystes internationaux. Lors de la dernière enquête de la BCRP auprès des analystes économiques, **la prévisions moyenne était d'entre 2,9% et 3,0 % tant pour 2025 que 2026, soit 1 p.p. de moins que les prévisions du ministère de l'Economie.** De même, il ajoute qu'aucune mesure n'a été proposée pour corriger le déséquilibre budgétaire – alors que la BCRP a indiqué que le déficit budgétaire accumulé au cours des douze derniers mois a atteint 3,7 % du PIB, dépassant de 0,1 p.p. le niveau enregistré en 2024.

Le ministère des Transports et des Communications encourage la mise en œuvre de sept initiatives ferroviaires majeures.

Par l'intermédiaire de la direction générale des programmes et des projets, **le ministère des Transports et des Communications (MTC) soutient l'exécution de sept grands projets ferroviaires représentant un investissement d'environ 43 Md\$.** Le dossier comprend le chemin de fer *Lima-Ica*, avec un investissement d'environ 6,5 Md\$, qui sera exécuté selon la modalité de gouvernement à gouvernement (G2G). De même, le chemin de fer *San Juan de Marcona-Andahuaylas*, d'une longueur de 560 km, nécessitera un investissement de 8,2 Md\$ et bénéficiera à plus de 4 millions de personnes. Un autre projet, en phase de structuration, est le chemin de fer *Lima-Barranca*, dont l'investissement est estimé à 4,4 Md\$. Il existe d'autres projets tels que le chemin de fer de *Barranca-Trujillo* (5 Md\$) ou le chemin de fer *Cajamarca-Lambeyque* (4,9 Md\$). Ces initiatives ont pour objectif de réduire le déficit en infrastructures ferroviaires, en ajoutant plus de 2 800 km d'infrastructures ferroviaires aux quelques 2 000 km existants.

Suriname

Suspension de l'examen de l'accord avec Chinalco.

En novembre 2024, la société chinoise Chinalco a conclu un accord avec le Suriname pour investir 426 M\$ dans un projet d'exploitation de bauxite dans l'ouest du pays ([comme présenté dans nos brèves du même mois](#)). Ce projet prévoit une production annuelle de 6 millions de tonnes de bauxite, avec une participation de 13 % pour le Suriname, sans contribution financière de la part de l'État. Les travaux de construction

devaient débiter à la mi-2025, sous réserve d'approbation parlementaire.

Cependant, **l'Association des entreprises du Suriname (VSB) a récemment exprimé de vives préoccupations au sujet de ce projet, en dénonçant plusieurs lacunes de l'accord** : ce dernier accorderait à Chinalco des droits exclusifs, des exonérations fiscales et des droits de rapatriement qui seraient inéquitables pour le pays. En conséquence, le Suriname ne percevrait pas d'importantes recettes fiscales, et n'obtiendrait ni droit de vote ni influence stratégique. Les villages proches de la future exploitation ont également protesté avec véhémence contre l'arrivée de Chinalco. Ils ne seraient pas opposés en soi au développement de la zone, ils n'accepteraient pas pour autant que la bauxite soit exploitée sans leur participation.

L'Assemblée nationale a fait savoir qu'elle n'avait pas été en mesure de traiter de l'accord Chinalco au cours de la période de 90 jours que le gouvernement avait convenue avec l'entreprise. Le président de l'Assemblée, Marinus Bee, a informé qu'il ne serait pas possible d'approuver l'entente au cours du mandat en cours, alors que les prochaines élections se tiendront le 25 mai.

Venezuela

D. Trump revient sur la licence générale accordée à Chevron.

D. Trump a annoncé l'annulation de la licence générale 41 octroyée par l'OFAC à Chevron le 26 février 2022, faisant référence au rapatriement des migrants et ne respectant pas l'accord trouvé entre Washington et Caracas. **La mesure entrerait en vigueur à compter du 1^{er} mars, soit trois jours après l'annonce, avec six mois pour mettre la fin des activités concernées (wind down).** Pour mémoire, les premières sanctions économiques et financières visant le régime de Nicolas Maduro avaient été prise début 2019. Richard Grenell, envoyé spécial du Président Trump, s'était rendu à Caracas fin janvier dernier, et s'était entretenu avec N. Maduro concernant la déportation des citoyens Vénézuéliens présents aux États-Unis.

Chevron avait significativement contribué à la relative stabilité de l'économie vénézuélienne en 2023 et 2024. Pour mémoire, la croissance aurait atteint 4 % en 2024. Les exportations de pétrole ont permis d'apporter les devises nécessaires à une relative stabilité du taux de change USD/Bolivar, limitant l'inflation. Suite à cette annonce, les économistes prévoient le retour à une forte inflation et à une forte dépréciation. Certains experts prévoient une baisse d'entre 25 % et 30 % de la production de pétrole, une inflation à 86 % et un ralentissement de 1 p.p. de la croissance, à 1,9 % en 2025.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2024 p	2024 p	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,3	48,2	3,1	1,6	-5,4	93,9	120	-2	6
Colombie	52,7	417,2	0,6	1,6	-2,5	55,8	91	-3	5,7
Equateur	18,0	121,4	2,3	0,3	2,8	56,5	83	+12	2,8
Guyana	0,8	23	33	43,9	36,9	25,5	95	+13	3,5
Pérou	34,1	283,3	-0,55	3,0	0,3	34,2	87	-3	2,4
Suriname	0,65	4,9	2,1	2,9	1,8	85,7	124	-25	12,7
Venezuela	26,5	106,3	4,0	3,0	2,2	n.a.	119	+1	60,0
Argentine	47,2	604,4	-1,6	-3,5	0,6	91,5	48	-1	139,7
Brésil	212,5	2 188,4	2,9	3	-1,7	87,6	89	-2	4,3
Chili	20,1	328,7	2,4	0,2	-2,3	41	44	-2	4,5
Mexique	132,27	1 848,1	3,2	1,4	4,1	57,7	77	+9	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtrésor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Diego MAGUINA, Jacques ROBIN, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)